Macron, l'UE et le « monde libre » étatsunien

Le 11-02-2018

Télécharger ou imprimer au format PDF

Par Joël Perichaud, secrétaire national du Parti de la démondialisation chargé des relations internationales

Le 12 février 2018

Les néolibéraux et leurs chiens de garde (presse mainstream, ONG « droits de l'Hommistes », etc.) ont la « défense des libertés » sélective.

Tous les pays qui ne se plient pas à leurs oukases sont dirigés par des dictateurs à éliminer : Poutine (Russie), Maduro (Vénézuela), Rohani (Iran), etc.

Tous les autres sont des démocrates ou des pays *« en voie de démocratisation »*... Admirez l'euphémisme...

Telle est l'Indonésie (capitale Djakarta) avec ses 13 486 îles et ses 250 millions d'habitants... Ils disent « république démocratique »...

Si les paysages d'Indonésie font rêver : Sumatra, Java, Bali, les Moluques, la Papouasie... son régime politique devrait faire hurler nos « démocrates » autoproclamés.

La dictature Suharto

Dans les années 1955, l'Indonésie, sous la direction de Sukarno, défend le principe de non-alignement à la conférence de Bandung. La force politique la plus importante est le Parti communiste indonésien (PKI).

L'armée nationale indonésienne *(Tentara Nasional Indonesia* –TNI) accuse le PKI d'avoir fomenté un coup d'Etat contre Sukarno (Soekarno). Le général Suharto ordonne la dissolution du PKI, qui est rapidement interdit, et les militants et sympathisants communistes sont massacrés de façon systématique. Le nombre de

victimes est estimé entre 500 000 et 3 millions de personnes*.

Suharto force Sukarno à lui transférer le pouvoir en mars 1966. Il est officiellement nommé président en mars 1968 avec le soutien du gouvernement américain...

Pendant trente années, Suharto exerce un pouvoir dictatorial. En décembre 1975, l'Indonésie envahit et annexe (en 1976) l'ancienne colonie portugaise du Timor-Oriental, soumettant la population locale à une terrible répression (200 000 morts). Cette annexion ne fut jamais reconnue par l'ONU qui organisa un référendum d'autodétermination en août 1999. Résultat 80% pour l'indépendance du Timor oriental. Elle sera effective en 2022.

Joko Widodo, le "Barack" indonésien...

Face à Prabowo, leader militariste, ouvertement fasciste, candidat à l'élection présidentielle de 2014, Jokowi (surnom de Joko Widodo) est apparu par défaut comme un champion des droits de l'Homme qu'il n'était pas en réalité. Il fait exécuter les « trafiquants » de drogue, fait castrer chimiquement les pédophiles, nomme Wiranto, un ancien général accusé d'avoir commis des atrocités au Timor-Oriental à la fin des années 90 et inculpé de crimes contre l'humanité par un tribunal parrainé par l'ONU, au poste crucial de ministre de la Sécurité...

L'Union européenne appelle simplement à renoncer aux exécutions... mais ne proteste pas quand un militant écologiste indonésien est condamné à 10 mois de prison en vertu d'une loi anti-communiste sévère, héritage de l'aire Suharto. Le 23 janvier dernier, Heri Budiawan, 38 ans, a été reconnu coupable, par un tribunal de Java-Est, d'avoir *« répandu le communisme »* lors d'une manifestation l'année dernière contre l'ouverture d'une mine d'or locale. Certains manifestants y avaient été vus portant des bannières frappées d'un marteau et une faucille - un symbole largement reconnu du communisme - pendant la manifestation et Heri Budiawan a été désigné comme l'organisateur du rassemblement.

Trois autres manifestants portant des bannières ont également été inculpés en vertu de cette loi, rarement utilisée, et attendent d'être jugés. Un changement apporté au code pénal indonésien à la fin des années 1990 a rendu illégale la diffusion du communisme ou d'autres idéologies de gauche, avec des peines pouvant aller jusqu'à 12 ans de prison.

Ni pour l'Indonésie, ni pour la Pologne (où les « symboles » communistes sont interdits) nous n'entendons de protestations de Macron et de l'UE, ni du « monde libre » étatsunien.

** Voir les 2 documentaires réalisés par Joshua Oppenheimer sur les atrocités commises, et montrant que les assassins sont présents dans les sphères politiques de l'Indonésie; The Act of Killing (2012) et The look of Silence (2014).*

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire